Vu la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre la vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, notamment son article 9 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 91-155 du 6 février 1991 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2020-791 du 26 juin 2020 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires occupant un emploi à temps non complet dans la fonction publique hospitalière ;

Vu l'avis du Conseil commun de la fonction publique en date du 3 décembre 2024;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 28 novembre 2024;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

DECRETE :

Chapitre I^{er} : Dispositions applicables aux agents de la fonction publique de l'Etat (Articles 1 à 4)

Article 1^{er}

Le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 4 du présent décret.

Article 2

Au premier alinéa de l'article 34, les mots : «, employé depuis plus d'un an à temps complet, » sont supprimés.

Article 3

Au 1° de l'article 34 bis, les mots : « Lorsqu'ils sont employés depuis plus d'un an à temps complet ou en équivalent temps plein » sont supprimés.

Article 4

Au premier alinéa de l'article 42, les mots : « Parmi les dispositions du présent titre, seuls l'article 37 et le premier alinéa de l'article 40 » sont remplacés par les mots : « Les dispositions du présent titre ».

Chapitre II : Dispositions applicables aux agents de la fonction publique territoriale (Articles 5 à 16)

Section I : Dispositions applicables aux fonctionnaires à temps non complet et aux agents contractuels à temps complet ou non complet de la fonction publique territoriale (Articles 5 à 13)

Sous-section I : Dispositions applicables aux fonctionnaires à temps non complet de la fonction publique territoriale (Articles 5 à 7)

Article 5

Le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 6 à 13 du présent décret.

Article 6

A l'article 1^{er}, il est inséré, après le premier alinéa, un alinéa ainsi rédigé :
« Les fonctionnaires à temps non complet, en activité ou en service détaché depuis plus de six mois, peuvent, en application de l'article L. 612-1 du code général de la fonction publique, être autorisés, sur leur demande et sous réserve des nécessités du service, à bénéficier d'un service à temps partiel dont la durée est égale à 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer. ».

Article 7

Après l'article 4 est inséré un article 4-1 ainsi rédigé :
« Pour la détermination de la durée des services exigée pour obtenir un service à temps partiel pour les fonctionnaires à temps non complet, les congés prévus par les articles L. 621-1, L. 631-1, L. 632-1, L. 633-1, L. 641-2, L. 642-1, L. 644-1, L. 822-1, L. 822-6, L. 822-18 à L. 822-21 du code général de la fonction publique, les congés pour formation syndicale accordés dans les conditions prévues par le décret n° 85-552 du 22 mai 1985 relatif à l'attribution aux agents de la fonction publique territoriale du congé pour formation syndicale, les congés pour formation professionnelle accordés dans les conditions prévues par le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale et les congés de représentation accordés dans les conditions prévues par les articles 1^{er} et 2 du décret n° 2005-1237 du 28 septembre 2005 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires du congé de représentation sont assimilés à une période de travail effectif. Le congé parental est également assimilé à une période de travail effectif dans les conditions prévues à l'article L. 515-9 du code général de la fonction publique. Les autres congés ne font pas perdre l'ancienneté acquise avant leur octroi.

Pour l'appréciation de la durée du service exigée pour accomplir un service à temps partiel, le fonctionnaire à temps non complet ne peut se prévaloir que des services accomplis pour le compte de la collectivité qui l'emploie et auprès de laquelle il sollicite un temps partiel, de l'un de ses

établissements publics à caractère administratif ou de l'un de ses établissements publics à caractère administratif auquel elle participe.

Toute journée ayant donné lieu à rétribution est décomptée pour une unité, quelle que soit la durée d'utilisation journalière. ».

Sous-section II : Dispositions applicables aux contractuels à temps complet et non complet de la fonction publique territoriale (Articles 8 à 13)

Article 8

L'article 10 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « depuis plus d'un an » sont supprimés ;

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les agents contractuels en activité employés depuis plus de six mois à temps non complet peuvent, sur leur demande et sous réserve des nécessités du service, bénéficier d'un service à temps partiel sur autorisation dont la durée est égale à 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer. ».

Article 9

Après l'article 12 est inséré un article 12-1 ainsi rédigé :

« Pour la détermination de la durée des services exigée pour obtenir un service à temps partiel, les congés prévus par les articles 5 à 10, 14-2, 14-3, 16 et 20 du décret du 15 février 1988 susvisé sont assimilés à une période de travail effectif. Le congé parental est également assimilé à une période de travail effectif dans les conditions prévues au IV de l'article 14 du décret du 15 février 1988 susvisé. Les autres congés ne font pas perdre l'ancienneté acquise avant leur octroi.

Pour les agents recrutés en application des articles L. 332-8, L. 332-13, L. 332-14, L. 332-23, L. 332-24, L. 333-1, L. 333-11, L. 333-12 ou L. 343-1 du code général de la fonction publique, l'ancienneté est décomptée à partir de la date à laquelle la décision de recrutement ou le contrat initial a pris effet, même si, depuis lors, l'engagement a été renouvelé.

Pour l'appréciation de la durée du service exigée pour accomplir un service à temps partiel, l'agent ne peut se prévaloir que des services accomplis pour le compte de la collectivité qui l'emploie et auprès de laquelle il sollicite un temps partiel, de l'un de ses établissements publics à caractère administratif ou de l'un de ses établissements publics à caractère administratif auquel elle participe.

Toute journée ayant donné lieu à rétribution est décomptée pour une unité, quelle que soit la durée d'utilisation journalière. ».

Article 10

L'article 13 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer, » sont ajoutés après les mots : « 80% » ;

2° Au deuxième alinéa, les mots : « Employés depuis plus d'un an à temps complet ou en équivalent temps plein » sont supprimés ;

Article 11

L'article 17 est abrogé.

Article 12

Le titre du chapitre IV du titre II est ainsi modifié : « Dispositions particulières aux agents contractuels recrutés à temps non complet » ;

Article 13

L'article 17-1 est ainsi modifié :

1° Les mots : « Parmi les dispositions du présent titre, seuls les premier et quatrième alinéas de l'article 15 » sont remplacés par les mots : « Les dispositions du présent titre » ;

2° Le mot « incomplet » est remplacé par les mots : « non complet ».

Section II : Dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet (Articles 14 à 16)

Article 14

Le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 15 et 16 du présent décret.

Sous-Section I : Dispositions générales modifiant le décret n°91-298 (Article 15)

Article 15

A l'article 10, les mots : « ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 60 de la loi du 26 janvier 1984 précitée. Ils » sont supprimés.

Sous-Section II : Autres dispositions modifiant le décret n°91-298 (Article 16)

Article 16

Le même décret est ainsi modifié :

1° Au 1. de l'article 6, les mots : « 108 de la loi du 26 janvier 1984 » sont remplacés par les mots : « L. 613-2 du code général de la fonction publique » ;

2° Au premier alinéa de l'article 9-1, les mots : « 1°, b du 5°, 6°, 6 bis, 6 ter, 7°, 7 bis, 8°, 10°, 10 bis, 11° et 12° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 » sont remplacés par les mots : « articles L. 214-1, L. 214-2, 215-1, L. 422-1, L. 621-1, L. 631-6, L. 633-1 à L. 633-4, L. 634-1 à L. 634-4, L. 641-1 à L. 641-4, L. 642-1 et L. 642-2 et L. 644-1 du code général de la fonction publique » ;

3° Au second alinéa de l'article 10, les mots : « 64 à 69 de la loi du 26 janvier 1984 » sont remplacés par les mots : « L. 511-4, L. 511-6, L. 511-7, L. 513-1 à L. 513-6, L. 513-10, L. 513-11, L. 513-20 à L. 513-26 du code général de la fonction publique » ;

4° Au premier alinéa de l'article 14, les mots : « à l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée précitée » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 523-1 et L. 523-5 du code général de la fonction publique » ;

5° L'article 15 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 532-1, L. 533-1 à L. 533-6 du code général de la fonction publique » ;

b) Au second alinéa, les mots : « à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 532-1, L. 533-1 à L. 533-6 du code général de la fonction publique » ;

6° A l'article 16, les mots : « à l'article 93 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 553-2 et L. 553-3 du code général de la fonction publique » ;

7° L'article 18 est ainsi modifié :

a) Les mots : « de l'article 97 » sont remplacés par les mots : « des articles L. 542-1 à L. 542-24 et L. 561-1 du code général de la fonction publique » ;

b) Les mots : « par cet article » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 541-1 » ;

c) Les mots : « cet article » sont remplacés par les mots : « l'article L. 542-15 » ;

8° A l'article 19, les mots : « 108 de la loi du 26 janvier 1984 » sont remplacés par les mots : « L. 613-2 du code général de la fonction publique » ;

9° A l'article 20, les mots : « 108 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « L. 613-2 du code général de la fonction publique » ;

10° Au premier alinéa de l'article 28, les mots : « 108 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « L. 613-2 du code général de la fonction publique » ;

11° A l'article 33-1, les mots : « au sixième alinéa de l'article 72 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 514-6 du code général de la fonction publique » ;

12° A l'article 35, les mots : « du 2° (deuxième, troisième et quatrième alinéa), du 3°, 4°, 4 bis et 9° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 précitée. » sont remplacés par les mots : « des articles L. 822-4, L. 822-6 à L. 822-11, L. 822-12 à L. 822-17, L. 822-26, L. 823-1 à L. 823-6, L. 825-1 et L. 825-2 du code général de la fonction publique. » ;

13° Au premier alinéa de l'article 38, les mots : « du 2°, premier alinéa, et 5° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « des articles L. 631-1 à L. 631-9, L. 822-1, L. 822-2, L. 822-3 et L. 822-5 du code général de la fonction publique » ;

14° Au troisième alinéa de l'article 42, les mots : « au premier alinéa du 2° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 822-1, L. 822-2, L. 822-3 et L. 822-5 du code général de la fonction publique ».

Chapitre III : Dispositions applicables aux agents de la fonction publique hospitalière (Articles 17 à 23)

Section I : Dispositions applicables aux agents contractuels de la fonction publique hospitalière (Articles 17 à 20)

Article 17

Le décret n° 91-155 du 6 février 1991 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 18 à 20 du présent décret.

Article 18

Au premier alinéa de l'article 32, les mots : « employé depuis plus d'un an sur un emploi à temps complet » sont remplacés par les mots : « employé sur un emploi à temps complet ou non complet ».

Article 19

Au 1° de l'article 32-1, les mots : « Lorsqu'ils sont employés depuis plus d'un an à temps complet ou en équivalent temps plein, » sont supprimés.

Article 20

A l'article 38, les mots : « Le dernier alinéa de l'article 35 ainsi que le premier alinéa de l'article 36 » sont remplacés par les mots : « Les dispositions du présent titre ».

Section II : Dispositions applicables aux fonctionnaires occupant un emploi à temps non complet dans la fonction publique hospitalière (Articles 21 à 23)

Article 21

Le décret n° 2020-791 du 26 juin 2020 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 22 et 23 du présent décret.

Sous-Section I : Dispositions générales modifiant le décret n° 2020-791 (Article 22)

Article 22

L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :
« Les fonctionnaires recrutés dans un emploi à temps non complet sont autorisés à accomplir un service à temps partiel, dans les conditions prévues aux articles L. 612-1 à L. 612-8 et à l'article L. 612-15 code général de la fonction publique ».

Sous-Section II : Autres dispositions modifiant le décret n° 2020-791 (Article 23)

Article 23

Le même décret est ainsi modifié :

1° L'article 1^{er} est ainsi modifié :

- a) Les mots : « 107 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée » sont remplacés par les mots : « L. 613-8 du code général de la fonction publique » ;
- b) Les mots : « à l'article 2 de la même loi » sont remplacés par les mots : « à l'article L.5 du code général de la fonction publique » ;

2° A l'article 9, les mots : « au premier alinéa de l'article 108 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 613-9 du code général de la fonction publique » ;

3° A l'article 10, les mots : « deuxième, troisième et quatrième alinéas du 2°, du 3° et du 4° de l'article 41 et des dispositions de l'article 41-1 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée. » sont remplacés par les mots : « articles L. 822-4, L. 822-6 à L. 822-17, L. 823-1 à L. 823-6, L. 825-1 et L. 825-2 du code général de la fonction publique. » ;

4° Au premier alinéa de l'article 13, les mots : « du premier alinéa du 2° et du 5° de l'article 41 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée » sont remplacés par les mots : « des articles L. 631-1 à L. 631-9, L. 822-1, L. 822-2, L. 822-3 et L. 822-5 du code général de la fonction publique ».

Chapitre IV : Dispositions finales (Article 24)

Article 24

La ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, le ministre de l'intérieur, la ministre de la santé et de l'accès aux soins, le ministre de la fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique et le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :
Michel BARNIER

La ministre du Partenariat avec les
territoires et de la Décentralisation

Catherine VAUTRIN

Le ministre de l'Intérieur

Bruno RETAILLAU

La ministre de la Santé et
de l'Accès aux soins

Geneviève DARRIEUSSECQ

Le ministre de la fonction publique,
de la simplification et
de la transformation de l'action publique

Guillaume KASBARIAN

Le ministre auprès du Premier ministre,
Chargé du Budget et des Comptes Publics

Laurent SAINT-MARTIN

PROJET